

Présidentielle 2027: le risque de la tenaille politique entre LFI et RN

Editoriale

A moins d'un an de l'élection présidentielle, un étrange pas de deux s'est mis en place entre La France insoumise (LFI) et le Rassemblement national (RN). Chacun désigne l'autre comme le seul adversaire à sa mesure. Le parti d'extrême droite admire ainsi l'efficacité organisationnelle du mouvement « gazeux » de Jean-Luc Mélenchon, sa capacité à former des cadres compétents, et assure que LFI est l'unique formation à porter un projet de société diamétralement opposé au sien.

Le mouvement mélenchoniste, de son côté, estime que le RN est son principal adversaire, qu'il faut le battre électoralement et sur le plan des valeurs. C'est ainsi qu'il faut comprendre la stratégie des « insoumis » de lancer leur campagne autour du thème de la « nouvelle France ». Ce concept flou mobilise la thématique de l'identité pour répondre aux propositions xénophobes et anti-immigration du Rassemblement national. Avec le risque d'aller sur son terrain.

Mais surtout, ces deux formations, qui se réclament de l'« antisystème », jugent que leur meilleure chance de victoire serait un second tour les opposant. LFI est ainsi persuadée qu'elle bénéficiera des effets d'un front républicain. Et le RN, pour sa part, est certain de pouvoir profiter d'un large front anti-Mélenchon.

En développant cette idée du « eux ou nous », les deux formations réduisent le choix du scrutin à une alternative dangereuse. Le programme du parti d'extrême droite comporte toujours des mesures contraires aux principes de la République, comme l'a rappelé le Conseil constitutionnel en 2024 à propos de la préférence nationale, colonne vertébrale du projet du RN. Les premiers pas des nouveaux maires RN, élus en mars, montrent également que la réalité du parti reste ancrée à l'extrême droite.

La France insoumise, quant à elle, pâtit des diverses provocations aux relents antisémites de Jean-Luc Mélenchon, et montre d'inquiétantes tentations autoritaires, notamment vis-à-vis de la presse, mais aussi dans son organisation interne. Ces deux formations défendent une ligne géopolitique fluctuante, mais dont l'un des principaux traits est l'ambiguïté – pouvant parfois aller jusqu'à la complaisance – vis-à-vis de régimes autoritaires, comme c'est le cas notamment pour la Russie.

Cette polarisation politique est également favorisée par l'irresponsabilité des autres formations. Les divisions du bloc central, notamment entre Gabriel Attal (Renaissance) et Edouard Philippe (Horizons), se font davantage sur des inimitiés personnelles que sur des divergences de fond. Les deux candidats portent en effet des projets semblables. Le risque pour eux, s'ils se maintiennent jusqu'au bout, est de disperser les voix du centre droit et de ne pas se qualifier pour le second tour de l'élection.

Au sein de la gauche non mélenchoniste, le contraste est saisissant entre les images du meeting de lancement de campagne de Jean-Luc Mélenchon, où des milliers de personnes se sont réunies le 7 juin à Saint-Denis (Seine-Saint-Denis), et la cacophonie des formations sociales-démocrates et écologiste. Ces dernières sont encalminées dans les débats sur le mode de désignation – une primaire ou plusieurs, pas de primaires –, multipliant les candidatures, n'avançant, pour l'instant, aucune proposition structurante.

En agissant de la sorte, c'est l'ensemble de ces partis qui pourraient bien être piégés entre les mâchoires de cette tenaille entre RN et LFI. Il est temps pour eux de prendre la mesure de ce risque politique.